

Une première remarque concernant la réponse à ce questionnaire. Il est demandé d'écrire à la première personne, comme un témoignage, comme quelqu'un qui parle en son nom et prend la responsabilité de ses dires. Je comprends cette demande qui doit éviter d'autres pièges, celui d'un discours explicatif général, d'activer des débats généraux (dé)passés, etc....

Cette écriture en *je* a un effet, certainement voulu, mais que je déplore aussi. Celui de placer notre, mon engagement aux niveaux du ressenti, des émotions dirait-on aujourd'hui. Comme l'a exprimé malicieusement une nièce : *les émotions sont entrées à la Ligue ! Serions-nous victimes de l'air du temps ?*

Le point de vue de cette forme d'écriture est celui d'un regard subjectif, personnel, alors que les événements survenus ne sont, eux, pas réductibles au subjectif et au personnel. L'intelligibilité du discours de témoignage est lisible du point de vue des sentiments, des émotions, mais peu saisissable hors contexte du moment.

La lecture de ces témoignages fournira un corpus relativement homogène, analysable en tant que tel. Il gagnera en intelligibilité s'il est complété par des analyses documentaires (qui ont elles aussi des limites).

Les nombreux déménagements ont eu raison de mes propres archives. Malheureusement, je ne peux donc pas contribuer à alimenter la recherche documentaire.

Merci pour cette initiative gourmande en temps investi et à investir.

Avec mes pensées chaleureuses,

Thérèse Thévenaz-Christen

QUESTIONNAIRE

Nom, prénom, date de naissance, origine sociale, milieu familial, ville et région d'activité à l'époque, scolarité et formation professionnelle. Pays ou région d'origine pour les militant.e.s étrangers/immigrés. Statut au moment de l'adhésion à la LMR : célibataire, marié.e ou en couple, enfant(s). Parcours professionnel et situation actuelle (en quelques mots).

Thévenaz-Christen, Thérèse, 19 février 1949 ;

parents : gérants d'un garage, père, mécanicien avec maîtrise fédérale ; mère : travailleuse domestique, formation de laborantine, secrétaire-comptable du garage en gérance.

Famille domiciliée à Cully,

Militante à Lausanne d'abord. Je suis entrée à la LMR en tant qu'étudiante,

maturité commerciale à Lausanne, licence de sociologie, brevet d'enseignement genevois (degré élémentaire), diplôme de didactiques des disciplines en sciences de l'éducation, thèse en didactique du français, sciences de l'éducation.

Célibataire

Occupations prof. successives: secrétaire de direction à Zurich et à Genève ; assistante à l'Université de Genève, Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation ; enseignante primaire, formatrice en didactique du français ; chargée d'enseignement, puis maître d'enseignement et de recherche à l'Université de Genève en didactique du français (sciences de l'éducation). Actuellement retraitée.

AVANT TON ADHESION A LA LMR

Expériences professionnelles, associatives, syndicales, politiques ou autres. Intérêt pour la marche des événements en Suisse, dans le monde ? Premiers engagements militants ? Ton

cheminement...

J'étais étudiante au moment de mon adhésion au comité Uni-Brèche (1970), puis à la LMR. Jusqu'à mon entrée à l'université, j'ai travaillé comme ... vendangeuse dans les vignes du Lavaux ; le week end, pompiste dans le garage de mes parents ; deux étés successifs, employée de banque pour payer une partie de mes études.

Avant de militer à la Ligue, je n'avais pas d'engagement associatif autre que le scoutisme. A Cully où j'habitais et ai suivi la scolarité obligatoire, même le parti socialiste était considéré par les vigneronns du village comme extrême. L'école était gérée par la municipalité et les rares instituteurs socialistes avaient la vie dure. Les mœurs étaient rigides. Je me rappelle qu'une amende sanctionnait le port d'un short en dehors des lieux de baignade, seuls lieux autorisés pour plonger dans l'eau (A l'école de commerce de Lausanne, le port du pantalon était prohibé, sauf l'hiver). Le retour de ma sœur de son année d'études aux Etats-Unis a introduit des thèmes nouveaux de discussion à la maison : le racisme antinoir, les discriminations des minorités ou des femmes. Le jazz, la période yéyé, les mouvements pour la paix insufflaient un vent autre, nouveau. Il m'a porté. Je me souviens que les événements de mai 68 ne m'ont guère concernés. Il en a été question à la maison par ma sœur et à travers l'inquiétude de mes parents, car ma sœur figurait parmi d'autres en première page d'un quotidien comme manifestante étudiante.

Mon premier engagement militant a commencé à l'Université, à l'Ecole des sciences sociales et politiques dans les comités étudiants créés à l'instigation de la Ligue. Dès le début des études, ma déception des contenus présentés par les professeurs a été immense. J'attendais qu'un nouveau regard sur le monde s'ouvre à moi alors que je devais entendre des cours d'introduction au droit ou à l'économie de Fr. Schaller. Un seul cours m'a paru intéressant : un séminaire (auto)géré par deux assistants et les étudiants de 3^e année d'études de sociologie sur « Les Héritiers » de Bourdieu. Très vite, j'ai participé au comité Uni-Brèche qui critiquait les contenus enseignés obsolètes et organisait des séminaires alternatifs en occupant les amphis. De telles initiatives n'étaient pas agréées par les autorités universitaires et des procédures disciplinaires ont été engagées contre les responsables. Un blâme a même été prononcé par ces autorités contre un des principaux leaders étudiants (M.T.). Cette mesure nous a paru ridicule.

Circonstances de ton adhésion à la LMR, où et pourquoi ? Quelle attente de ta part sur le plan local, suisse, international, et celui de ta propre vie. Motifs principaux de ton engagement : faire évoluer les choses, stopper les injustices, participer à une refonte fondamentale de la société, une problématique particulière ?

J'ai adhéré à la LMR en 1970 pour des raisons politiques et sociales. Schwarzenbach avait le vent en poupe avec ses discours nationalistes écœurants. Je venais d'avoir 20 ans et je ne pouvais pas voter contre l'initiative xénophobe puisqu'il s'agissait d'une initiative fédérale et que les femmes étaient toujours privées de l'essentiel de leurs droits civiques. L'intervention en Tchécoslovaquie pour tuer dans l'oeuf le printemps de Prague m'avait également ébranlée. Les raisons pour m'engager étaient aussi intellectuelles : je trouvais à la Ligue des explications concernant certes la politique universitaire et suisse, mais surtout sur le fondement de l'exploitation, des inégalités et de la misère du monde, sur les soubassements du nazisme, de la guerre froide et du stalinisme, sur les causes de la guerre du Vietnam, ... Je croyais à une opposition contre le courant qui ne pouvait être que complicité et couardise.

Certainement que ma rencontre avec Michel Thévenaz¹ a pesé dans la décision, même si jadis de tels motifs sentimentaux étaient inavouables.

Plus généralement, j'ai trouvé dans la Ligue des relations entre des personnes d'origines différentes, un autre mode de vie et un espoir de changement dans un pays qui me semblait immuablement du côté des exploitateurs, rétrograde et nationaliste.

1 Comme Michel a quitté ce monde le 5 avril 1997, je ne pense pas nécessaire de garder l'anonymat.

TOI AU SEIN DE L'ORGANISATION

Qu'est-ce qui a focalisé ton attention, ton enthousiasme, ta volonté d'agir une fois que tu as eu l'expérience de l'organisation (à l'interne) ?

Avec le militantisme, j'ai rencontré une façon de vivre totalement nouvelle. Avant mes 20 ans, je n'avais jamais connu d'exemple autour de moi de personnes qui s'engageaient totalement pour leurs croyances, pour leurs idées. C'était une découverte. J'ai partagé un engagement fort pour moins de discriminations, pour une égalité par devers les frontières, contre le pillage du tiers monde, les guerres coloniales et les effets des lois dévastatrices du marché et de la finance.

En allant militer à Zurich pour soutenir la construction d'une section de la Ligue, j'ai côtoyé assez vite des vieux militants comme Georges qui ont payé de leur personne et n'ont pas pour autant abandonné leurs idées et leurs actions pour oeuvrer à un changement social (Georges a été plusieurs années en prison à la fin de la 2^e guerre mondiale pour avoir distribué un tract antimilitariste). Les relations avec les typographes à Zurich ont été une ouverture vers un monde ouvrier combatif et solidaire dont le mode de vie impliquait aussi de boire une bière ensemble.

Ce qui a mu mon engagement est un sentiment nouveau pour moi, plutôt solitaire à aimer me promener au bord du lac avec mon chien: ensemble on pouvait être fort. Paradoxalement, je dois avouer ne pas être à l'aise dans les foules, mais je continue à participer encore aujourd'hui à des manifestations dont la cause me semble importante (les guerres en Irak, la politique d'accueil des réfugiés,...)

La lutte contre l'impérialisme et ses formes guerrières d'intervention ou marchandes de pillage a représenté un engagement fort qui dure encore.

L'organisation m'a apporté un cadre de pensée pour agir et un réseau de relations bien plus diversifié que ce que j'aurais jamais pu connaître si je n'avais pas milité.

A quel niveau de l'organisation, dans quelles structures as-tu agi ? Décris l'éventuelle évolution de ton engagement, les changements d'affectation, de lieux, avec les dates si possible.

Mon engagement premier a été le comité UniBrèche et la cellule étudiante, très vite j'ai aussi participé à des rencontres internationales de jeunesse. A Bruxelles, notamment.

En Suisse, une organisation comme la LMR devait s'étendre et miser sur une implantation nationale si l'on voulait avoir quelques chances de se faire entendre. Le développement d'une section à Zurich a été une des priorités après le développement des sections à Genève, dans le Jura, à Bienne, à Fribourg. Michel, qui avait enfin fini son mémoire de licence sur le mouvement DADA, était le porte-voix de ce projet. Je l'ai suivi et ai milité jusqu'en 1973 à Zurich. Une cellule étudiante était à y créer comme force nouvelle, complémentaire aux « vieux » militants trotskistes (comme Georges) et aux jeunes apprentis recrutés dans le mouvement jeune antiautoritaire. Nous sommes arrivés en pleine Antifawoche, une semaine d'actions organisée contre la non reconduction de l'engagement de deux professeurs de sciences humaines marxistes invités à l'EPFZ. J'ai milité dans la cellule étudiante, puis jeune. Plus âgée que les apprentis et les étudiants de l'école secondaire, ma mission était formative et morale : j'avais la charge de tenter d'endiguer ce qui accompagnait le mouvement autoritaire (la fumette, etc ...). Il fallait fixer des cadres aux élans qui pouvaient contribuer à pénaliser la Ligue.

A Zurich, la militance ne s'organisait pas seulement dans les cellules. On s'activait aussi en fonction des priorités : comme par exemple le grand meeting contre la guerre du Vietnam comme manifestation unitaire pour protester contre l'intervention américaine et développer, en Suisse allemande aussi, les Comités Indochine vaincra. Cette journée dont l'organisation a essentiellement reposé sur les forces de la Ligue a été un immense succès : plus de 1000 personnes y ont participé.

Michel et moi étions perçus comme un couple bourgeois. Nos goûts pour la musique classique

étaient aussi louches que notre vie de couple. Je me trouvais prise entre des modes de vie antiautoritaire et bien pensant. Je ne trouvais pas ma place parmi des jeunes, vivant souvent en communauté où les filles remplissaient les frigos et étaient des partenaires considérées comme disponibles, et un mode de vie étudiant encore bien peu contestataire. De plus, mes connaissances d'allemand étaient insuffisantes pour une bonne intégration sociale et militante. Je savais le suisse allemand de mon enfance et l'allemand appris à l'école. Après deux ans, j'ai souhaité quitter Zurich. Michel était d'accord pour déménager dans une autre ville : nous avons proposé soit Bâle, soit Genève où les sections de la Ligue manquaient de force.

En 1973, Michel et moi avons déménagé à Genève. Plusieurs mouvements étaient en cours à ce moment-là: un mouvement syndical unitaire à l'hôpital : pour 300 francs d'augmentation de salaires-40 heures ; des élections contre la montée d'un parti nationaliste genevois et une campagne électorale, une candidature de combat, pour le Conseil d'Etat ; un mouvement contre la dictature de Franco et les condamnations à vie ou à mort des militants espagnols, surtout basques ; contre la guerre du Vietnam et d'Indochine ; contre le coup d'état du 11 septembre 1973 au Chili....

J'ai été extérieure au mouvement contre l'énergie nucléaire et les centrales, même si je partageais totalement les actions engagées.

A Genève, j'ai milité dans la cellule jeune, puis dans la cellule enseignante. J'ai été membre de la Direction de ville. Puis membre du comité central pendant plusieurs années.

J'ai également participé régulièrement à des rencontres de la 4^e internationale et surtout une des cellules concernant les pays de l'Est. Avec et sans Michel, j'ai voyagé plusieurs fois en Tchécoslovaquie et une fois, avec lui, en Allemagne de l'Est pour établir et maintenir des contacts avec des opposants et favoriser l'édition clandestine de publications. Nos voyages se justifiaient pour pouvoir organiser, à l'Ouest, des campagnes de soutien contre les condamnations des prisonniers politiques. Pour cela il fallait s'enquérir auprès de sources sur place pour connaître les noms des emprisonnés, soutenir les actions par exemple celles de la Charte 77. Les débats et les orientations adoptées par les personnes avec lesquelles nous étions en contact devaient pouvoir être connus, suivis, les appels et les textes diffusés.

Dans quelles organisations « de masse » ou structures larges étais-tu prioritairement engagée (parlements, syndicats, MLF, groupements divers, en particulier d'immigrés, etc.) ?

Les principales structures dans lesquelles j'ai été active ont été le Comité Indochine Vaincra, le comité Chili de Genève, le syndicat de la fonction publique la VPOD-SSP, et les différents mouvements de la fonction publique dans lesquels je me suis activée ; la commission femmes de la VPOD et le comité pour un Congé maternité de 16 semaines. Je peux m'enorgueillir d'avoir proposé lors d'une assemblée générale de la fonction publique l'introduction d'un congé maternité de 16 semaines pour les employé.e.s de l'état, congé qui est devenu effectif en 1983. J'ai également été active dans le comité unitaire genevois pour l'initiative des 40H , ainsi que dans le syndicat des instituteurs et institutrices, la Société Pédagogique Genevoise.

Dans quels domaines (politique générale - articles ou tracts par exemple-, formation, féminisme, comités de soldats, travail « jeunes », travail « ouvrier », « solidarité internationale », « immigration », travail pratique - permanences - etc.) t'es-tu particulièrement investi.e ? As-tu agi seulement sur le plan local ou plus largement aussi ?

J'ai été investie sur les questions de solidarité internationale (surtout Vietnam, Chili, et les suites de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie) ; syndicales (fonction publique dès 1976; pour de meilleures conditions de travail pour les assistantes du parascolaire) ; pédagogiques (une brochure sur l'école capitaliste illustrée par les caricatures de Taupe dessinées par Giroud, publiée à Genève par la Taupe, l'organisation des jeunes de la Ligue) ; quelques rares articles dans la Brèche sur les inégalités à l'école).

Je me souviens d'un article qui a compté pour moi : « Dix ans après l'intervention » en

Tchécoslovaquie, écrit par Michel et moi sous les noms de Niklaus Kroeger et Anton Peschke paru dans Inprecor (no 22, 20.07.78). La photo qui y est publiée de Petr Uhl et d'Hana Sabatova a été prise par moi-même dans un parc de Prague.

Dans le cadre de la Commission femmes de la VPOD de Genève, j'ai participé à l'écriture et à l'édition de brochures, en particulier une sur « L'éducation des filles », parue en février 1980 et celle « 40 semaines en ballon » (sans date, de 1983?) qui reproduit les conditions réglementaires liées aux droits des femmes enceintes et au congé maternité de chaque secteur de l'Etat.

Dans cette commission, nous nous sommes trouvées entre femmes de différents secteurs de la fonction publique. Dans l'ensemble notre action a été encouragée. Ce n'est qu'au moment d'une campagne contre le harcèlement sexuel sur le lieu de travail que la direction du syndicat nous a convoquées pour tenter de modifier notre argumentation et de freiner notre action.

Comment as-tu vécu le militantisme au quotidien ? T'es-tu senti.e coupé.e de certaines relations sociales et familiales ? Que sont devenus tes loisirs ?

Utiliser le terme de loisirs m'interroge. Est-il possible de raisonner concernant le militantisme avec le couple de travail-loisir ? Je ne le pense pas. En principe, nous devons gagner notre vie, c'est-à-dire travailler. Le militantisme s'inscrirait alors dans les loisirs... Il pourrait aussi représenter une forme de travail, puisque nous nous considérons comme des militants professionnels... Restons-en là.

J'étais très investie jusqu'en 1976, un peu moins après pour des raisons professionnelles. Notre engagement occupait beaucoup de notre temps, mais la Ligue a aussi été une occasion de tisser des relations sociales. J'y ai rencontré des belles personnes aux histoires de vie différentes.

Par exemple, ma rencontre avec les « vieux » militants à Zurich a été un contact avec l'histoire vivante du mouvement ouvrier suisse dont je ne connaissais pas grand-chose à ce moment-là. L'origine diverse des militants m'a fait entrer en contact avec des histoires de vie qui me seraient restées étrangères si je n'avais pas adhéré à la Ligue. N'ayant pas fréquenté le Collège, ni le Gymnase à Lausanne, mais la primaire supérieure à Cully, puis l'école supérieure de Commerce à Lausanne, j'étais éloignée des milieux plus aisés, des milieux syndicaux, immigrés, intellectuels, artistiques, etc. que j'ai côtoyé à la Ligue.

Je considère encore aujourd'hui la Ligue comme ma première université. Le marxisme est un cadre resté vivant pour moi, même à l'Université. Les personnes de mon équipe de recherche ont contribué à diffuser les écrits de Vygotski, un psychologue soviétique très créatif, en opposition avec le comportementalisme pavlovien qui contestait certaines approches de Piaget.

Avais-tu des rapports avec les militant.e.s d'autres organisations (maoïstes, socialistes, Parti du travail, POCH, PSA, etc. ? Et comment juges-tu la politique de la LMR/PSO vis-à-vis des autres composantes de l'extrême-gauche ?

J'ai côtoyé des militants des différentes organisations surtout zurichoises et genevoises. Mon activité au comité Chili ou dans les syndicats nécessitait un travail unitaire. Il fallait pouvoir agir ensemble, mais en même temps défendre la ligne discutée dans l'organisation. Bien sûr que nous avons, que j'ai pêché par sectarisme.

Dans l'ensemble, le climat était peu propice à un travail unitaire. Toutes les organisations d'extrêmes-gauches ou de la gauche étaient sectaires. Je garde le souvenir de déclarations véhémentes de membres syndicaux ou du parti socialiste à notre égard ou contre le POCH contre l'initiative des 40h ou celle pour des caisses de pension. Rétrospectivement, je considère que nous avons certainement manqué des occasions pour construire un mouvement plus unitaire, comme si les ennemis étaient au sein de la gauche.

Je n'ai pas forgé des amitiés solides avec des militants d'autres organisations. Elles se sont tissées

dans la Ligue ou en dehors de la militance.

As-tu souffert d'une surcharge de travail (longues et fréquentes séances, distributions à l'aube, week-ends occupés, etc.) ? Le montant des cotisations était-il à ton avis supportable ?

La question est très orientée : la réponse ne peut être que oui...

Il fallait gagner sa vie, une activité qui était considérée comme accessoire à la Ligue et les séances hebdomadaires étaient nombreuses. Elles se terminaient tard.

Bien sûr que je participais comme beaucoup aux distributions de tract sur l'axe Lausanne-Renens, à Bienne et dans le Jura parfois, à Oerlikon à la sortie de la gare, aux Charmilles, à l'Hôpital.

Les week ends étaient souvent occupés par des activités militantes. Le tournant vers la prolétarianisation a un peu changé les choses.

Bien sûr que j'ai souffert, comme chacun.e de la surcharge du travail professionnel et militant, du peu de sommeil. Je me souviens de grosses migraines, certainement dues à la fumée (la mienne et celle des autres) et aux nombreux cafés bus.

Je dois cependant avouer que mes engagements universitaires ultérieurs (dès 1996) ne me laissent guère plus de temps. L'enseignement et la recherche ont aussi occupé mes soirées, mes fins de semaines et mes vacances.

Dès que j'ai été enseignante primaire, j'ai limité mon engagement qui devenait incompatible avec mon activité professionnelle à temps plein. Il faut dire que j'amenais l'argent du ménage. Ce n'est pas le salaire de permanent de Michel qui nous aurait permis de vivre.

Oui, bien sûr, je trouvais le montant des cotisations peu supportable : avant que je ne travaille comme enseignante nos fins de mois étaient bien serrées.

FEMINISME ET MODES DE VIE

Comment as-tu vécu le surgissement du féminisme dans la société ? L'évolution des mœurs a-t-elle eu des conséquences dans ton couple militant ou partiellement militant ? As-tu traversé une phase de bouleversement personnel ?

J'ai perçu le carcan de la morale qui craquait de toute part, cela m'a donné du souffle. Mais je n'ai pas senti de surgissement. J'ai senti un fort bouleversement personnel par la découverte du militantisme, du marxisme et de l'engagement.

Ni à Lausanne, ni à Zurich, je n'ai été membre du MLF. A Genève, j'ai participé aux manifestations féministes lorsqu'il y en avait. J'ai surtout milité à la commission femmes de la VPOD.

A la Ligue, les militants n'avaient pas les yeux, ni la langue dans la poche. Certains étaient plus grivois, insistants, d'autres plus réservés. Personnellement, je n'ai jamais senti de harcèlement. Les relations que j'ai eues sont celles que j'ai voulues.

As-tu vécu en communauté et si oui, dans quel type de communauté ? Cherchiez-vous à inventer de nouveaux modes de vie, façons de vivre ensemble, de s'aimer, d'élever des enfants ? Et si non, de quel oeil voyais-tu ces tentatives ?

Non je n'ai jamais vécu en communauté. Par contre, nous avons partagé notre appartement avec d'autres militants. Notre vie professionnelle et militante ne laissait guère de place à une vie communautaire qui suppose aussi un engagement. Personnellement, je craignais d'y laisser le peu de temps de repos dont je disposais, d'avoir à beaucoup discuter sur les relations, sur le partage des tâches avec les hommes ou d'avoir à assumer les responsabilités du ménage et de la cuisine pour la communauté entière.

Lorsque Michel et moi avons eu des enfants, nous avons oeuvré à un partage de leur éducation et de leur prise en charge. Les responsabilités militantes paternelles, l'incompréhension des dirigeants de

la Ligue concernant notre désir d'enfants, la disponibilité nécessaire pour une éducation partagée des enfants n'ont pas rendu notre quotidien facile. Comme peu de militant.e.s avaient des enfants, cette question était considérée comme marginale et secondaire.

Au moment de notre séparation, nous avons continué à partager l'éducation et la garde de nos enfants.

De quel oeil voyais-tu les rapports homme-femme dans l'organisation (présence des femmes dans les instances dirigeantes, prise de parole, accès à l'élaboration de la ligne politique et aux publications, influence, écoute, considération) ?

A la Ligue, les rapports hommes-femmes n'étaient pas différents de ceux qui étaient à l'oeuvre en dehors de l'organisation. Les femmes assumaient plus souvent les tâches administratives, de secrétariat ; elles étaient minoritaires dans les instances ; moins bien écoutées dans leurs prises de parole.

Les revendications concernant l'égalité, la contraception libre et gratuite, le congé maternité ou le droit à l'avortement étaient partagées et assumées par l'organisation. Par contre les questions de violence, de harcèlements étaient certes reconnues comme des questions sociales importantes, mais considérées comme externes à la Ligue. Les actions sur ces questions étaient plus difficiles à faire assumer par l'ensemble de l'organisation. Le clivage entre hommes et femmes était craint ; la critique de comportements machistes n'avaient pas de place à la Ligue.

Comment as-tu perçu (ou vécu de l'intérieur) l'investissement d'un certain nombre de camarades dans des mouvements féministes excluant les hommes (MLF) ?

Le terme d'exclusion est fort. L'espace de discussion qu'ouvre les groupes non mixtes est favorable à certaines prises de conscience, à certains échanges et découvertes de soi. Ces groupes ont été perçus par bien des militant.e.s comme une menace. Ce n'était pas mon cas.

REVOLUTION, VIOLENCE ET DEMOCRATIE INTERNE

As-tu considéré l'organisation comme ayant des objectifs et une structure au niveau suisse ET international ? La IVe Internationale avait-elle une réalité pour toi ? Lisais-tu ses publications, les journaux et brochures d'autres sections de l'Inter ?

Oui, je considère avoir milité dans une organisation suisse et internationale. Par mon engagement, j'ai vu une facette de l'organisation internationale. Concernant les pays de l'Est, un fonctionnement particulier, de type clandestin. Les lieux de réunion étaient communiqués à la dernière minute, chez des privés eux-mêmes sympathisants.

Lisais-tu la Brèche ou Bresche ou Rosso, ou La Taupe ? A posteriori que penses-tu de ces organes et des tracts que nous diffusions ?

Je lisais régulièrement la Brèche, Bresche et La Taupe. Je considère que ces organes étaient peu accessibles. Rétrospectivement, je pense qu'ils avaient surtout une fonction interne. Ils présentaient l'essentiel des orientations, montraient aux militants les principaux secteurs d'activités dans lesquels l'organisation était engagée et nous formaient en même temps que ces organes visaient des lecteurs externes.

Je pense que si je relisais les articles aujourd'hui je les trouverais très donneurs de leçons. Je déplore ce ton présent encore aujourd'hui dans les journaux syndicaux, dans les publications de Solidarités, d'A l'Encontre, etc...

Avais-tu alors l'impression de pouvoir vivre la fin du capitalisme à relatif court terme ?

Franchement, je pense que non. Je n'ai jamais senti l'élan d'un mouvement de masse d'une ampleur qui aurait pu me convaincre de la fin du capitalisme. Avec le coup d'état au Chili et l'avènement des dictatures successives en Amérique latine, la force du capitalisme et de l'impérialisme étaient patentes. La défaite américaine au Vietnam n'était qu'un contre exemple. L'évolution de la révolution cambodgienne avec la venue au pouvoir des Khmers rouges n'augurait guère d'un avenir porteur d'espoirs.

Par contre, le mot d'ordre Socialisme ou Barbarie a été d'une grande actualité dès ma lecture de Rosa Luxembourg. Je pense que ce mot d'ordre reste redoutable d'actualité.

Acceptais-tu la notion de violence révolutionnaire telle que défendue par la LMR et la IVe Internationale ? La lutte armée te paraissait-elle nécessaire dans certains contextes politiques ? Te sentais-tu attiré.e par les actions violentes « exemplaires » lancées par les « ultra-gauchistes » de l'époque (en Allemagne et en Italie surtout) ?

Il est difficile de répondre brièvement à cette question. Ces positions se discutaient dans une organisation qui se revendiquait de la solidarité internationale. Ces thèmes montrent aussi la prétention que la Ligue avait, et moi avec, à embrasser et à saisir les causes du monde entier.

Dans le contexte actuel des attentats terroristes de Daech, la question de la violence s'appréhende autrement. Il m'est difficile de bien me souvenir du climat général, des débats en cours au début des années 1970, en pleine guerre du Vietnam, avec le pouvoir franquiste encore bien en place en Espagne, la dictature de Salazar au Portugal, les multiples coups d'état en Amérique latine, l'inertie du mouvement ouvrier suisse....

La violence et l'horreur du capitalisme, de l'impérialisme, celles du stalinisme ont montré leur immense barbarie. Le pacifisme me paraissait et me paraît encore aujourd'hui être une réponse vouée à l'échec. Je pense que je peux être d'accord avec la manière dont Daniel Bensaid a défini la violence révolutionnaire dans un de ses ouvrages. Face à la nécessité de se défendre contre la violence des multinationales comme Monsanto en Argentine, qui recourent à des hommes armés pour asseoir leur monopole, affament les paysans, sèment le cancer et provoquent des malformations à la naissance, les paysans doivent certainement utiliser différents moyens. L'important pour moi est qu'ils soient largement compris par les populations concernées. Les actions exemplaires « illégales » comme écrire en grosses lettres de manière bien lisible Vietnam sur un barrage au moment des bombardements massifs du port de Haïphong ou, au moment de l'inauguration, lâcher du sang de porc contenant des billes sur le tapis tout neuf de la Chase Manhattan Bank engagée financièrement dans l'entreprise Honeywell Bull qui produisait des bombes à billes pour la guerre du Vietnam me semblaient sensées et compréhensibles. Les actions de la Rote Armee Fraktion ou des Brigades rouges me paraissaient par contre aller à fins totalement contraires.

As-tu milité dans un « Comité de soldats » et comment cela s'est-il passé ? Comment jugeais-tu les mouvements pacifistes, l'objection de conscience ?

Non. Je défendais le droit à l'objection de conscience et partageais l'opposition à une armée professionnelle échappant encore davantage à la contestation.

As-tu l'impression que nous avons réussi l'exercice de la démocratie interne dans l'organisation ou considères-tu qu'il y avait un clivage entre les « chefs » - celles et ceux qui donnaient le ton et la masse des militant.e.s ? Y avait-il selon toi des différences dans ce domaine, selon le secteur ou le lieu ?

La question me semble posée de manière abstraite, comme si la démocratie était possible alors que l'inégalité sociale et culturelle dominait et domine encore. Même au sein de la Ligue, les différences étaient notables du point de vue des différences culturelles, de formation et des ressources financières. Les différences se sentaient dans la prise de parole des hommes et des femmes. Les militants d'un certain âge qui avaient oeuvré au POP, contre la guerre d'Algérie, qui étaient des militants de la 4^e internationale depuis longtemps avaient une aura, étaient mieux écoutés et ont aussi su utiliser cette aura. Ils savaient argumenter et écrire.

Ayant moi-même vécu avec un «leader» qui était méchamment surnommé par certains la voix de son maître, j'ai bien perçu ces différences. Dès le début mes capacités à taper à la machine acquise à l'école de commerce m'ont amenée à être plus souvent qu'à mon tour à la frappe et moins à tenir la plume, certainement laborieuse, pour concevoir un tract. On oeuvrait à l'émancipation de masses et non à la nôtre.

Les discussions sur le féminisme, sur le partage des tâches domestiques et éducatives ont rencontré de nombreuses résistances. Je me souviens des réactions que suscitaient mes demandes parce que je travaillais le samedi et qu'il y avait des séances au niveau national auquel mon compagnon et père de nos enfants devait participer. Il fallait se débrouiller soi-même et heureusement que des copines de la Ligue ont accepté maintes fois de garder notre jeune fils.

As-tu été victime de répression politique (licenciement, non-engagement, non-élection pour des motifs politiques) ?

Non, pas vraiment. J'ai été licenciée d'une entreprise en 1974, je crois. Elle était en perte de vitesse économiquement et peu après a fait faillite. Si j'ai été dans la charrette des licenciés c'est certainement parce qu'en temps que secrétaire de direction je fréquentais trop les typographes, sans pourtant mener un travail syndical. Probablement que la police m'a dénoncée comme membre de la Ligue. C'était une pratique fréquente. Les remarques de la direction de l'entreprise ont laissé entendre qu'elle était au courant. J'ai été contente de mettre fin à cet engagement. Je ne voulais plus être secrétaire et ne me voyais pas revendiquer mon réengagement.

As-tu vécu, d'une façon ou d'une autre, une tendance formalisée, un désaccord, un conflit voire une exclusion dans/de l'organisation et comment cela s'est-il passé, très précisément ?

Je me souviens ne pas avoir adhéré à l'argumentation en faveur de l'intervention soviétique en Afghanistan. Mais aucun groupe d'opposants à la ligne officielle ne s'est constitué et moi-même je n'ai pas œuvré dans ce sens.

Non, je n'ai pas participé à une tendance. J'ai quitté le mouvement Solidarités à Genève, constitué à partir de divers mouvements et qui annonçait une force unitaire nouvelle. Quand j'ai constaté que les manières de discuter, de se réunir et d'agir étaient proches de celles de la Ligue, j'ai compris que je ne voulais plus d'un engagement si total, si soutenu, et qui laissait peu d'ouvertures aux débats. J'étais lassée des argumentations au rouleau compresseur et je doutais de leur efficacité.

LE PSO ET LA PROLETARISATION

En 1980, la LMR est devenue le Parti Socialiste Ouvrier (PSO). Comment as-tu vécu cette mutation ? En particulier comment as-tu vécu la nouvelle orientation « vers la classe ouvrière », dénommée « prolétarisation » ? A-t-elle eu des conséquences personnelles pour toi ?

Je pouvais tout à fait adhérer à la ligne de la prolétarisation comme nécessité de s'ancrer davantage dans différents milieux de travailleurs : la LMR comptait des typographes, des infirmières, des employés, une implantation plus large me paraissait indispensable eu égard à la crédibilité et à la viabilité de notre projet.

Je ne croyais pas contre pas du tout au succès à court et à long terme d'une implantation d'intellectuels dans la métallurgie. Je sais que certains ont payé de leur personne pendant de nombreuses années, mais ils ne furent vraiment pas nombreux.

J'ai choisi d'entreprendre une formation d'enseignante primaire par choix personnel. Ce choix a été guidé par la nécessité de trouver un emploi stable, la licence de sociologie obtenue en 1972 à Lausanne ne m'a guère ouvert de portes. Je pense qu'un souci de cohérence avec mes idées a aussi influencé mon orientation. A la LMR, il y avait peu d'instituteurs et un travail syndical dans ce milieu avait du sens. A ce moment-là, les instituteurs étaient très minoritairement investis dans les mouvements de la fonction publique. Aujourd'hui, les choses ont bien changé. Je pensais pouvoir y déployer une activité militante et cela a effectivement été le cas.

DEMISSION EVENTUELLE - FIN DE LA LMR

Si tu as quitté la LMR/PSO à un moment ou à un autre, peux-tu expliquer tes raisons d'alors (critiques politiques, ras-le-bol du militantisme, changement de vie, etc.) ?

Je n'ai pas quitté le PSO, j'ai quitté Solidarités parce que je ne souhaitais plus vivre des débats où il était difficile de se faire entendre et je souhaitais m'engager dans d'autres choses, en particulier dans de nouvelles études.

Si tu es resté.e jusqu'au bout (1986-87), comment as-tu vécu la disparition formelle de l'organisation au plan personnel et en tant que militant.e ? T'es-tu senti.e partie prenante de cette période finale ?

A Genève, la constitution de Solidarités a signifié la réunion de différents mouvements et groupes. Un large front combatif s'était créé et Solidarités pouvaient porter l'espoir d'un changement de rapport de force dans le canton, certainement pas au niveau suisse. Je pouvais adhérer à l'idée d'une organisation unitaire plus large sur la base d'un programme qui n'abandonnait pas l'action syndicale, parlementaire, l'internationalisme, le féminisme et l'écologie.

Il s'est trouvé que le fonctionnement interne m'a lassée, les rapports entre militants et élus, ou responsables ne changeaient pas. Peut-être étaient-ils même pire qu'à la LMR-PSO. La rupture avec le stalinisme et la conception de la bureaucratie nous avaient tout de même sensibilisés à la nécessité d'agir autrement ensemble même si nos manières d'agir au sein de la Ligne étaient certes loin d'être parfaites.

APRES LA LMR/PSO...

As-tu eu ensuite l'impression qu'il t'était possible de poursuivre ton engagement par d'autres voies, as-tu retrouvé des camarades dans d'autres regroupements ?

Actuellement, je participe à des actions en faveur de la Palestine, des réfugié.e.s, à des manifestations syndicales locales et nationales, contre les guerres en Irak... .

Ma vie a pris une autre orientation. Je me suis investie dans des études, l'écriture d'une thèse, l'édition de revues scientifiques. Je suis actuellement engagée dans un projet en Afrique qui mobilise mes compétences sur l'enseignement de la lecture et de l'écriture.

Et je continue de rencontrer des anciens militants de la Ligue qui sont des amis.

Comment s'est passée cette période post-LMR/PSO : réinsertion dans la société « normale », vide d'un brusque non-militantisme, recherche d'une solution politique alternative, abandon de l'activité politique militante, etc. ?

Je n'ai pas eu à me réinsérer dans la vie normale. Je l'étais déjà par mon travail d'enseignante. Ma vie a connu un nouveau tournant indépendamment de la politique, au moment de la séparation avec Michel. C'est à ce moment là, en 1986, que j'ai changé de travail, commencé dans le domaine de la formation continue des enseignants et repris des études à l'Université.

A POSTERIORI...

Comment juges-tu les lignes de force du projet marxiste-révolutionnaire de l'époque (notion d' « avant-garde », construction d'un parti révolutionnaire, dialectique des trois secteurs de la révolution mondiale, etc.) ?

Pour que des changements soient possibles, il est nécessaire d'être structuré dans un parti. Je crois aujourd'hui davantage à la nécessité de l'action unitaire concertée qu'à la nécessité d'une avant-garde, mais je ne me sens pas l'énergie de m'y engager.

J'ai été complètement dépassée par la rapidité de la chute de l'Union soviétique et des ex pays de l'Est. Je croyais savoir quelle était la force du capitalisme, mais là nous avons assisté à une démonstration de son incroyable puissance.

Globalement, quel jugement portes-tu sur tes années d'engagement au sein de la LMR ? Au plan personnel d'abord : fut-ce une « parenthèse » dans ta vie, en as-tu tiré des éléments positifs pour la suite de ton existence, lesquels ? Et sur le plan historique (osons le mot!), penses-tu que nous avons laissé une trace, apporté quelque chose, dans le cadre des divers mouvements révolutionnaires ou radicalisés de l'époque ?

Au plan personnel, je pense avoir appris à penser, à argumenter et à agir grâce à mon engagement à la Ligue. J'ai appris plus tard à écrire et à prendre la parole en public, par mes propres moyens.

Mais je pense que sans la Ligue je ne me serais pas engagée dans ces apprentissages.

Nous avons certainement apporté quelque chose : en Suisse l'opposition était si minoritaire. Mais aujourd'hui, les quelques acquis que nous avons obtenus sont mis à mal. Le rapport de force a changé au profit du libéralisme, du nationalisme et du racisme.

Concernant nos positions diffusées dans les revues et les journaux, je pense qu'il n'en reste pas grand-chose. Elles ont été phagocytées, transformées et surtout les questions se posent aujourd'hui différemment. Le capital financier mondialisé laisse le mouvement syndical et les mouvements sociaux ancrés localement démunis.

Enfin, où en es-tu politiquement parlant, aujourd'hui ? Si tu as choisi de cultiver ton jardin, pourquoi, comment ?

Je reste globalement attachée aux idées d'extrême gauche : la nécessité de lutter contre la société telle qu'elle est crève les yeux du point de vue des réfugiées, de l'immigration, de l'environnement, du nationalisme triomphant, du développement inégal de la planète et de la suprématie des Etats-Unis.

Je continue dans la voie que j'ai entamée à l'Université. Actuellement à la retraite, je participe à un projet pour améliorer l'enseignement de la lecture dans trois pays africains. Ce projet s'inscrit aussi dans la foulée de mon engagement passé.

Je prends aussi le temps de m'occuper de mes petits-enfants...

Une anecdote à raconter ? Un souvenir qui te tient particulièrement à coeur, un exploit, un échec, un souvenir important pour toi ?

Parmi les nombreux souvenirs reste vif le souvenir de la manifestation à Genève, massive, contre l'exécution des militants basques en 1975. La manifestation était chargée d'émotions ; les noms des exécutés étaient régulièrement scandés avec force et révolte. Les mots d'ordre « Franco assassin » et « Franco plus haut que Carrero » traversaient le cortège. Les premiers rangs avaient été organisés de manière à ce que les militants arrivés devant le consulat d'Espagne puissent lancer des sacs remplis de peinture rouge sang contre la façade, s'enfuir sans se faire attraper par les cordons de policiers massés autour du consulat. Les rangs juste derrière dont j'étais devaient permettre la fuite. A ce moment-là personne n'a été attrapé. La colère des manifestants n'était pourtant pas retombée et divers cortèges se sont formés à travers la ville. Les forces de police avec leur nouvelle motopompe, qui ressemblait à un vrai tank, a poursuivi les manifestants pendant de nombreuses heures. L'odeur des gaz lacrymogènes se sentaient dans tout le centre ville. Des manifestants ont fini par être arrêtés, certains très jeunes. Des actions pour demander leur libération sans inculpation ont été organisées le soir même devant l'hôtel de police ainsi que dans les jours suivants. A cause des vitrines brisées, des inculpations sont tombées. Je ne me souviens plus s'il y a eu des condamnations. Mais la police n'a pas été en mesure de trouver ni d'inculper les « lanceurs de peinture » du consulat. Pendant plusieurs années, jusqu'à son déménagement je crois, le consulat a gardé les marques de la colère et de l'indignation.

Autre(s) questions non formulées ici, auxquelles tu souhaites apporter ta réponse :

Des questions concernant l'environnement auraient mérité un peu plus de place. Certains militants se sont activement engagés contre l'énergie nucléaire et pour un changement du mode de vie consumériste. Les orientations centrées sur un mode de vie autre sont restées minoritaires dans la Ligue. Elles rejoignaient, comme le féminisme, des exigences de changement de nos vies quotidiennes. Individuellement, j'y ai été sensible, mais sans vraiment m'engager.

Je désire que mes réponses soient publiées sans indication de mon identité (une croix après la réponse adéquate):

OUI

NON

INDIFFERENT **X**

Date et lieu : 31 mars 2016, Carouge.....